

Établissement support du GHT  
2 rue Henri Le Guilloux – 35033 Rennes cedex 9

**RÈGLEMENT DE CONSULTATION  
(RC)  
(COMMUN À TOUS LES LOTS)**

**MARCHÉS PUBLICS DE FOURNITURES**

La procédure de consultation utilisée est la suivante :

**Appel d'offres ouvert en application des articles L2124-2, R2124-2, 1° et R2161-2 à R2161-5 du Code de la Commande Publique**

**Procédure N°2026ACHGR01**

**FOURNITURE DE CAFÉ, MISE À DISPOSITION DE MACHINES À CAFÉ  
AINSI QUE LEUR MAINTENANCE  
POUR LE CENTRE HOSPITALIER GUILLAUME RÉGNIER (CHGR)**

Date et heure limite de réception des plis : **le 13 juillet 2026 à 17H30**

## SOMMAIRE

<b>CHAPITRE I - POUVOIR ADJUDICATEUR.....</b>	<b>4</b>
Article 1 - Type - Nom et adresse du pouvoir adjudicateur .....	5
<b>CHAPITRE II - OBJET DU MARCHÉ PUBLIC – DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....</b>	<b>5</b>
Article 2 - Objet du marché public .....	5
Article 3 - Étendue de la consultation .....	5
3.1. Procédure de consultation .....	5
3.2. Publicité .....	5
3.3. Type de marché public .....	5
3.4. Allotissement .....	6
3.5. Forme du marché public et des prix .....	6
3.5.1. Forme du marché public .....	6
3.5.2. Forme des prix .....	6
3.5.3. Étendue du marché public - quantités .....	6
3.6. Durée du marché public .....	6
3.7. Délai de validité des offres .....	7
3.8. Classification CPV.....	7
Article 4 - Conditions de la consultation .....	7
4.1. Variantes .....	7
4.2. Prestations supplémentaires éventuelles (PSE) .....	8
4.3. Options (au sens communautaire).....	8
4.4. Visite de site .....	8
4.5. Conditions de participation des concurrents .....	8
4.6. Modes de règlement du marché public.....	8
4.7. Développement durable : clause d'exécution environnementale/ critères environnementaux .....	8
4.8. Développement durable : Insertion par l'activité économique .....	8
<b>CHAPITRE III - MODALITÉS DE RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION .....</b>	<b>9</b>
Article 5 - Contenu du dossier de consultation.....	9
Article 6 - Modalités de retrait du dossier de consultation .....	9
Article 7 - Renseignements complémentaires – modification .....	9
7.1. Renseignements complémentaires .....	9
7.2. Modifications de détails du dossier de consultation .....	9
<b>CHAPITRE IV - CONTENU DES PLIS À CONSTITUER .....</b>	<b>10</b>

<b>Article 8 -</b>	<b>Contenu de la candidature .....</b>	<b>10</b>
	8.1. DUME 10	
	8.2. Hors DUME.....	10
<b>Article 9 -</b>	<b>Contenu de l'offre .....</b>	<b>10</b>
<b>Article 10 -</b>	<b>Conditions de remise des échantillons .....</b>	<b>11</b>
	10.1. Remise des échantillons .....	11
	10.1.1. Quantités .....	11
	10.1.2. Conditions de livraisons .....	11
<b>CHAPITRE V -</b>	<b>MODALITÉS DE REMISE DES PLIS .....</b>	<b>12</b>
<b>Article 11 -</b>	<b>Conditions d'envoi des plis .....</b>	<b>12</b>
	11.1. Transmission par voie dématérialisée .....	12
	11.2. Copie de sauvegarde.....	12
	11.3. Signature du marché public.....	12
<b>CHAPITRE VI -</b>	<b>ESSAIS ET DÉMONSTRATION / PRÉSENTATION .....</b>	<b>12</b>
<b>Article 12 -</b>	<b>Démonstration / Présentation.....</b>	<b>12</b>
<b>CHAPITRE VII -</b>	<b>SÉLECTION DES CANDIDATS ET JUGEMENT DES OFFRES .....</b>	<b>12</b>
<b>Article 13 -</b>	<b>Examen des candidatures .....</b>	<b>12</b>
<b>Article 14 -</b>	<b>Jugement et classement des offres .....</b>	<b>13</b>
<b>CHAPITRE VIII -</b>	<b>ATTRIBUTION ET NOTIFICATION DES RÉSULTATS .....</b>	<b>15</b>
<b>Article 15 -</b>	<b>Information des décisions de rejet.....</b>	<b>15</b>
<b>Article 16 -</b>	<b>Attribution .....</b>	<b>15</b>
<b>CHAPITRE IX -</b>	<b>RECOURS.....</b>	<b>16</b>

### Préambule

Afin de leur permettre de mettre en place une stratégie de prise en charge publique commune et graduée du patient dans le but d'assurer une égalité d'accès à des soins sécurisés et de qualité, les établissements parties se constituent en un Groupement Hospitalier de Territoire (GHT).

En application du décret n° 2016-524 du 27 avril 2016 relatif aux groupements hospitaliers de territoire et du décret n° 2017-701 du 2 mai 2017 relatif aux modalités de mise en œuvre des activités, fonctions et missions mentionnées à l'article L. 6132-3 du Code de la santé publique, au sein des groupements hospitaliers de territoire, une convention constitutive a été signée le 30 juin 2016. Elle désigne le Centre Hospitalier universitaire de Rennes comme établissement support du GHT « Haute-Bretagne ».

Ce GHT est composé des établissements suivants :

- **Le CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE RENNES,**
- **Le CENTRE HOSPITALIER DE BROCELIANDE,**
- **Le CENTRE HOSPITALIER DE FOUGERES,**
- **Le CENTRE HOSPITALIER INTERCOMMUNAL REDON-CARENTOIR,**
- **Le CENTRE HOSPITALIER SIMONE VEIL (VITRE),**
- **Le CENTRE HOSPITALIER DE LA GUERCHE DE BRETAGNE,**
- **Le CENTRE HOSPITALIER DES MARCHES DE BRETAGNE,**
- **Le CENTRE HOSPITALIER DE LA ROCHE AUX FEES (JANZE),**
- **Le CENTRE HOSPITALIER GUILLAUME REGNIER.**

#### Seul l'établissement suivant est concerné par le présent marché public :

- **Le CENTRE HOSPITALIER GUILLAUME REGNIER.**

Ainsi, il est confié au CHU de Rennes la fonction d'assurer, pour le compte du Centre Hospitalier Guillaume Régnier, la passation du marché public ainsi que certaines missions liées à l'exécution (décision de reconduction, conclusion d'avenant, décision de résiliation).

Les spécificités du CHGR sont précisées dans les pièces du marché public.

Toutes les autres missions de la phase d'exécution des marchés publics relèvent de chaque établissement partie au GHT. L'exécution du marché public couvre son régime financier (le recours, le cas échéant, à la sous-traitance, la gestion et l'émission des commandes passées au titre des marchés publics, la vérification du service fait, le règlement, le versement d'avances et d'acomptes, la liquidation et le mandatement des factures, ...).

De ce fait, dans cette consultation, le terme « CHU de de Rennes » désigne l'établissement support du Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) « Haute-Bretagne ».

## Article 1 - Type - Nom et adresse du pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur est le Centre Hospitalier Universitaire de RENNES (**CHU de Rennes**), Etablissement support du GHT Haute-Bretagne dont les coordonnées sont les suivantes :

Représentant du pouvoir adjudicateur :	La Directrice générale du CHU de RENNES
Adresse :	Rue Henri Le Guilloux 35033 RENNES CEDEX 09
Adresse du profil acheteur	<a href="http://www.marches-publics.gouv.fr">http://www.marches-publics.gouv.fr</a>

Agissant au nom et pour le compte du Centre Hospitalier Guillaume Rénier qui sera en charge de l'exécution du présent marché public :

Représentant du Centre Hospitalier Guillaume Rénier	Le Directeur Général
Adresse :	du Centre Hospitalier Guillaume Rénier
Adresse du profil acheteur :	<a href="http://www.marches-publics.gouv.fr">http://www.marches-publics.gouv.fr</a>

## CHAPITRE II - OBJET DU MARCHÉ PUBLIC – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

### Article 2 - Objet du marché public

La présente consultation a pour objet la fourniture de café, la mise à disposition de machines à café ainsi que leur maintenance pour le Centre Hospitalier Guillaume Rénier (CHGR), établissement public de santé mentale (EPSM) dont le siège social et le site principal sont situés à RENNES (Ille-et-Vilaine).

### Article 3 - Étendue de la consultation

#### 3.1. Procédure de consultation

Il s'agit d'un appel d'offres ouvert en application des articles L2124-2, R2124-2, 1° et R2161-2 à R2161-5 du Code de la Commande Publique.

#### 3.2. Publicité

La consultation a fait l'objet d'une publication sur les supports suivants :

☒ Profil acheteur    ☒ BOAMP    ☒ JOUE

#### 3.3. Type de marché public

Marché(s) public(s) de fournitures : <input checked="" type="checkbox"/>	Marché(s) public(s) de services : <input type="checkbox"/>
<input checked="" type="checkbox"/> Achat <input type="checkbox"/> Location <input type="checkbox"/> Crédit-bail <input type="checkbox"/> Location-vente	Catégorie de service : <input type="checkbox"/>

### 3.4. Allotissement

La présente consultation est allotie et comporte deux (2) lots :

- Lot 1 : Unités de soins : fourniture de café, filtres prêts à l'emploi et mise à disposition de machines à café ;
- Lot 2 : Restaurant du personnel et personnel ad hoc : fourniture de café (doses individuelles) et mise à disposition des machines à café.

L'attribution sera effectuée lot par lot, sachant que les opérateurs économiques ne peuvent pas présenter d'offres variables selon le nombre de lots susceptibles d'être obtenus.

Le CHU de Rennes se réserve la possibilité de regrouper l'ensemble des lots attribués à un soumissionnaire dans le cadre d'un seul marché public.

Les opérateurs économiques ont la possibilité de présenter une offre pour :

☐ Un seul lot      ☐ Un ou plusieurs lots      ☒ Tous les lots

### 3.5. Forme du marché public et des prix

#### 3.5.1. Forme du marché public

Le marché public est un accord-cadre qui fixe toutes les stipulations contractuelles. Il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande dans les conditions fixées aux articles R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique.

L'accord-cadre est conclu sans minimum et avec maximum exprimé en quantité pour toute sa durée de validité au sens de l'article R2162-4, 2° du code de la commande publique.

**Quantités maximum pour toute la durée du marché public :**

- LOT n°1 : 498 000 filtres pré-dosés ;
- LOT n°2 : 24 000 doses individuelles.

Les marchés publics sont **mono-attributaire**.

#### 3.5.2. Forme des prix

Le marché public est traité à prix unitaires fixés dans le bordereau des prix unitaires (BPU).

#### 3.5.3. Étendue du marché public - quantités

L'ensemble des fournitures et prestations pouvant être commandées sont décrites au cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Les quantités estimatives du marché public sont les suivantes :

- Pour le lot n°1 : 83 000 filtres pré-dosés par an, soit 332 000 pour la durée totale du marché public ;
- Pour le lot n°2 : 4 000 capsules de cafés (de type capsules / dosettes / pods) par an, soit 16 000 sur la durée totale du marché public.

Cette estimation est transmise à titre informatif et prévisionnel. Elle n'est pas contractuelle. Le titulaire ne pourra se prévaloir d'aucune indemnité en cas de variation à la hausse ou à la baisse de cette estimation.

### 3.6. Durée du marché public

**Le marché afférent au lot n°1 débute à compter du 1er septembre 2026 ou à la date de notification du marché si elle est postérieure au 01/09/2026.**

Il est conclu pour une période initiale dont le terme extinctif sera le 31 août 2027.

À l'issue de cette période initiale, ce lot pourra être reconduit tacitement trois (3) fois par période successive de douze (12) mois (soit un total maximal de 3 ans post-terme de la durée initiale), soit :

- Du 1er septembre 2027 au 31 août 2028 (*année 2*),
- Du 1er septembre 2028 au 31 août 2029 (*année 3*),
- Du 1er septembre 2029 au 31 août 2030 (*année 4*).

**Le marché afférent au lot n°2 prend effet à compter du 1er janvier 2027.**

Il est conclu pour une période initiale allant du 1er janvier 2027 au 31 août 2027, afin d'harmoniser son échéance avec celle du lot n°1.

À l'issue de cette période initiale, ce lot pourra être reconduit tacitement trois (3) fois par période successive de douze (12) mois, soit :

- Du 1er septembre 2027 au 31 août 2028 (*année 2*),
- Du 1er septembre 2028 au 31 août 2029 (*année 3*),
- Du 1er septembre 2029 au 31 août 2030 (*année 4*).

Dans chacun de ces deux (2) cas, cette reconduction est tacite (ceci signifie que le silence gardé par le CHU de Rennes reconduit automatiquement le marché public).

Par contre, le CHU de Rennes se réserve la possibilité de ne pas reconduire le marché public, et ceci, sans indemnités pour le titulaire.

La décision de non-reconduction sera expressément notifiée sous préavis de quatre-vingt-dix (90) jours par lettre recommandée avec accusé de réception (LRAR) avant la fin de la période en cours.

Dans ce cadre, le titulaire du marché public ne pourra pas s'opposer à la reconduction selon les dispositions de l'article R2112-4 du Code de la commande publique.

### **3.7. Délai de validité des offres**

Le délai de validité des offres est fixé à cent vingt (120) jours à compter de la date de remise de l'offre.

### **3.8. Classification CPV**

Les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) sont :

<i>Classification principale</i>		<i>Classification secondaire</i>
15860000-4	<i>Café, thé et produits connexes.</i>	15861000-1 : <i>Café ;</i>
15860000-4	<i>Café, thé et produits connexes.</i>	15861100-2 : <i>Café torréfié ;</i> 15861200-3 : <i>Café décaféiné ;</i> 39711310-5 : <i>Cafetières électriques.</i>

## **Article 4 - Conditions de la consultation**

### **4.1. Variantes**

Les variantes ne sont pas autorisées.

#### 4.2. Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Des prestations supplémentaires éventuelles (PSE) sont-elles demandées : ☐ Oui ☒ Non

#### 4.3. Options (au sens communautaire)

Au sens du droit communautaire, l'option est la suivante :

- Le marché public comporte des reconductions.

#### 4.4. Visite de site

Aucune visite sur site n'est programmée.

#### 4.5. Conditions de participation des concurrents

L'offre peut être présentée par un opérateur économique seul ou par un groupement d'opérateurs économiques.

Aucune forme de groupement n'est imposée par la personne publique pour la présentation de l'offre.

Les opérateurs économiques ne peuvent présenter une offre en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et en qualité de membres d'un ou plusieurs groupements.

Si l'attributaire désigné est un groupement entre plusieurs opérateurs économiques, le marché public sera alors signé avec le mandataire du groupement, mais tous les co-traitants devront fournir les documents administratifs exigés à aux articles 8 et 17 du présent règlement de consultation, sous peine d'élimination du groupement.

#### 4.6. Modes de règlement du marché public

Les fournitures objet du présent marché public seront rémunérées dans les conditions fixées par les règles de la comptabilité publique et financées selon les modalités suivantes :

- Paiement à 50 jours conformément à l'article R.2192-11, 1° du Code de la commande publique.

#### 4.7. Développement durable : clause d'exécution environnementale/ critères environnementaux

Le marché public comporte une clause d'exécution environnementale définie au CCAP/CCTP : ☒ Oui ☐ Non

Le marché public comporte des critères environnementaux de sélection des offres : ☒ Oui ☐ Non

#### 4.8. Développement durable : Insertion par l'activité économique

Le marché public comporte une clause d'exécution au titre de l'insertion définie au CCAP/CCTP : ☐ Oui ☒ Non

Le marché public comporte des critères sociaux de sélection des offres : ☐ Oui ☒ Non



## CHAPITRE III - MODALITÉS DE RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION

### Article 5 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation (DC) est constitué des pièces suivantes :

- Le présent règlement de la consultation (RC) et son annexe :
  - Annexe 1 : procédure de dématérialisation ;
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes :
  - Annexe n°1 : bordereau des prix unitaires (BPU) propre à chaque lot ;
  - Annexe n°2 : le contrat de mise à disposition des machines à café ;
- Le Détail Quantitatif Estimatif (DQE) ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) commun à tous les lots ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) commun à tous les lots, sous réserve des spécifications nommément explicitées dans le CCTP pour chaque lot.
- Le cadre de réponse technique et de responsabilité sociale et environnementale (CRT – CRSE), *à compléter par le candidat*.

### Article 6 - Modalités de retrait du dossier de consultation

Le dossier de consultation peut être obtenu par téléchargement sur le site du profil acheteur suivant :

<http://www.marches-publics.gouv.fr>

Toutefois, avant de procéder au téléchargement de ce dossier, les opérateurs économiques sont invités à prendre connaissance des modalités et exigences décrites en annexe 1 du présent règlement.

### Article 7 - Renseignements complémentaires – modification

#### 7.1. Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires, les opérateurs économiques devront faire parvenir au plus tard dix (10) jours avant la date limite de réception des plis, une demande écrite sur le site du profil acheteur suivant :

<http://www.marches-publics.gouv.fr>

Une réponse sera alors adressée sur le site du profil acheteur, à tous les opérateurs économiques ayant retiré le dossier, six (6) jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

#### 7.2. Modifications de détails du dossier de consultation

Le CHU de Rennes se réserve le droit d'apporter, au plus tard six (6) jours avant la date limite fixée pour la réception des plis, des modifications de détail au dossier de consultation.

Les opérateurs économiques devront alors répondre sur la base du dossier modifié, sans contestation possible.

Si, pendant l'étude du dossier par les opérateurs économiques, la date limite fixée pour la remise des plis est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## CHAPITRE IV - CONTENU DES PLIS À CONSTITUER

Chaque opérateur économique devra produire un dossier complet rédigé en langue française ou accompagné d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté. Les offres seront exprimées en euros (€).

### Article 8 - Contenu de la candidature

L'opérateur économique produit les pièces suivantes en fonction qu'il utilise soit le DUME ou non.

En cas de groupement, chaque cotraitant produira l'ensemble des documents ci-dessous.

Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques, économiques et financières, l'opérateur économique, même s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques, économiques et financières d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens existants entre ces opérateurs et lui. Dans ce cas, il justifie des capacités de ce ou ces opérateurs économiques et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché public.

#### 8.1. DUME

Les opérateurs économiques peuvent présenter leurs candidatures avec le Document Unique de Marché Européen (DUME) disponible sur :

<https://dume.chorus-pro.gouv.fr/>

#### 8.2. Hors DUME

L'opérateur économique produit :

- La lettre de candidature modèle DC1, ou équivalent ;
- La déclaration du candidat modèle DC2, ou forme libre, reprenant les mêmes éléments que ceux indiqués dans l'avis d'appel public à la concurrence ;
- Un dossier de candidature présentant :
  - le chiffre d'affaires global réalisé aux cours des trois derniers exercices et la part du chiffre d'affaires liée aux prestations objet du présent marché public au cours des 3 derniers exercices ;
  - une présentation de la société, explicitant les moyens humains et matériels justifiant l'aptitude du candidat à pouvoir répondre au marché public ;
  - les références au regard de prestations similaires ou de même nature (dans le domaine fonctionnel), réalisées ou en cours de réalisation au cours des 3 dernières années ;
- En cas de redressement judiciaire, une copie du jugement prouvant qu'il est habilité à poursuivre son activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché public.

### Article 9 - Contenu de l'offre

L'offre sera constituée par les pièces suivantes :

1. L'acte d'engagement du ou des lot(s) soumissionné(s), accompagné d'un relevé d'identité bancaire (RIB) ou relevé d'identité postale (RIP) et son annexe :
  - a. Annexe n°1 : le bordereau des prix unitaires (BPU) du ou des lot(s) soumissionné(s);
2. Le Détail Quantitatif Estimatif (DQE) du ou des lot(s) soumissionné(s);
3. Un mémoire technique, par lot soumissionné, comportant *a minima* :

- a. le cadre de réponse technique et de responsabilité (CRT-CRSE) complété, sur la base de la trame jointe dans le DC ;
- b. les fiches techniques des machines à café et consommables (café et thé) proposés ;
- c. les délais de livraison et plus généralement les modalités logistiques ;
- d. Les procédés de décaféination utilisés (cf article 2.6 du CCTP) ;

4. Les échantillons de café et la machine à café adéquate, répondant aux spécifications du CCTP.

L'ensemble des documents concernés doit être **complété**.

**NOTA** : La signature de l'offre par le candidat est possible mais pas obligatoire. Seul le candidat désigné attributaire à l'analyse des offres est tenu de la signer.

## Article 10 - Conditions de remise des échantillons

### 10.1. Remise des échantillons

Des échantillons sont exigés :

☒ oui

☐ non

#### 10.1.1. Quantités

Les quantités d'échantillons demandés sont les suivantes :

- Pour le LOT 1 : *a minima* quatre (4) filtres pré-dosés du café proposé par le candidat dans son offre ;
- Pour le LOT 2 : *a minima* six (6) doses individuelles par café proposé par le candidat dans son offre.

#### 10.1.2. Conditions de livraisons

Le colis contenant les échantillons **et la machine à café associée (pour test)** doit indiquer l'intitulé de la consultation et être adressé :

**CENTRE HOSPITALIER GUILLAUME REGNIER**  
**Magasin alimentation**  
**Rue du Moulin de Joué**  
**35703 RENNES CEDEX 7**

**F** Par la Poste en recommandé ;

**F** Ou remis par la société ou par un transporteur contre récépissé aux heures d'ouverture du magasin Alimentation du Centre Hospitalier Guillaume Régnier (07H00 – 15H00) ;

**Aux dates et heures figurant en page de garde du présent Règlement.**

Chaque échantillon doit porter une étiquette inamovible indiquant le numéro de lot auquel il se rattache et le nom du soumissionnaire. Le bordereau de livraison des échantillons sera fourni en deux (2) exemplaires.

Les opérateurs économiques sont informés qu'en l'absence d'échantillons, leur offre ne pourra pas être examinée et sera déclarée irrégulière.

## CHAPITRE V - MODALITÉS DE REMISE DES PLIS

### Article 11 - Conditions d'envoi des plis

#### 11.1. Transmission par voie dématérialisée

Les opérateurs économiques doivent impérativement transmettre leur pli par voie dématérialisée, sur le profil acheteur suivant :

<http://www.marches-publics.gouv.fr>

Les opérateurs économiques sont invités à prendre connaissance des consignes figurant en annexe 1 du présent règlement de consultation.

Les plis doivent parvenir au plus tard avant les dates et heures limite indiquée sur la première page du présent règlement de consultation.

#### 11.2. Copie de sauvegarde

Les opérateurs économiques peuvent également transmettre, dans les délais impartis pour la remise des plis, une copie de sauvegarde. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention : « NE PAS OUVRIR - copie de sauvegarde » - l'identification de la procédure concernée et les coordonnées de l'opérateur économique. Elle est transmise à l'adresse suivante :

+ CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE RENNES  
DIRECTION DES ACHATS  
4<sup>ème</sup> étage de la Direction et Pôle Santé Publique  
Avenue de la Bataille Flandres-Dunkerque  
35033 RENNES CEDEX 9

L'opérateur économique se reporte à l'annexe 1 au présent règlement de consultation pour suivre la procédure de copie de sauvegarde.

#### 11.3. Signature du marché public

Les opérateurs économiques sont informés que l'attribution du marché public pourra donner lieu à la signature manuscrite du marché public.

## CHAPITRE VI - ESSAIS ET DÉMONSTRATION / PRÉSENTATION

### Article 12 - Démonstration / Présentation

Aucune démonstration des machines n'est attendue des candidats.

## CHAPITRE VII - SÉLECTION DES CANDIDATS ET JUGEMENT DES OFFRES

### Article 13 - Examen des candidatures

En application de l'article R.2144-2 du Code de la commande publique, si le CHU de Rennes constate que des pièces ou informations, dont la production était réclamée, sont absentes ou incomplètes, il peut demander à tous les candidats concernés, de compléter leur dossier de candidature dans un délai maximum de cinq (5) jours.

Conformément à l'article R.2144-7 du Code de la commande publique, si le candidat ne satisfait pas aux conditions de participation, ou ne peut pas produire dans le délai imparti, les documents, compléments ou explications requis par le CHU de Rennes, sa candidature est déclarée irrecevable et le candidat est éliminé.

#### Article 14 - **Jugement et classement des offres**

Le CHU de Rennes vérifie que les offres sont régulières, acceptables et appropriées.

Le CHU de Rennes élimine les offres inappropriées ou inacceptables. Il peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser des offres irrégulières dans un délai qu'il estime approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

Pour chaque lot, le CHU de Rennes choisit l'offre économiquement la plus avantageuse, **sur la base des critères, et sous-critères, pondérés comme suit :**

Critère	Pondération du critère	Sous-critère(s)	Pondération du/des sous-critère(s)	Support(s) d'analyse
<b>Critère n°1 : PRIX</b>	<b>55 %</b>	/	/	Analysé au regard du DQE
<b>Critère n°2 : TECHNIQUE</b>	<b>40 %</b>	<b>Sous-critère 1 : <u>Qualité des échantillons proposés</u> :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Le café en lui-même : 1/ arôme, 2/ odeur, 3/ goût</li> <li>L'emballage du café : 1/ étanchéité, 2/ praticité et 3/ clarté des indications</li> </ul>	<b>55 %</b>	Échantillons reçus (café & machine) Fiches techniques du café
		<b>Sous-critère 2 : <u>Organisation du service</u></b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Modalités de livraison</li> <li>Modalités d'entretien des machines à café</li> <li>Modalités de remplacement des machines en cas de panne</li> </ul>	<b>45 %</b>	Mémoire technique dont le Cadre de réponse technique (CRT)
<b>Critère n°3 : DÉVELOPPEMENT DURABLE</b> <i>Démarche environnementale du candidat en lien avec l'objet du marché</i>	<b>5 %</b>	<b>Sous-critère n°1 :</b> le nombre d'intermédiaires existants entre l'importation et la livraison du café <i>Dans une perspective RSE, les circuits courts – tels que présentés par le candidat dans le CRSE – seront mieux notés dans ce sous-critère.</i>	<b>20%</b>	Mémoire technique dont le Cadre de réponse RSE (CRSE)
		<b>Sous-critère n°2 :</b> le conditionnement et l'emballage des consommables : <i>solutions mises en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché pour réduire leur impact environnemental</i>	<b>40%</b>	
		<b>Sous-critère n°3 :</b> les modalités logistiques pour l'exécution du marché (mesures contre la pollution) <i>(Notamment : type de véhicule et de carburant (électricité comprise dans cette notion) utilisés)</i>	<b>40%</b>	

Si une offre apparaît anormalement basse, le CHU de Rennes peut la rejeter par décision motivée, après avoir demandé par écrit les précisions qu'il juge opportun et vérifier les justifications fournies.

## CHAPITRE VIII - ATTRIBUTION ET NOTIFICATION DES RÉSULTATS

### Article 15 - Information des décisions de rejet

Conformément à l'article R2181-1 du Code de la commande publique, le CHU de Rennes notifie sans délai à chaque candidat ou soumissionnaire concerné sa décision de rejeter sa candidature ou son offre.

### Article 16 - Attribution

L'offre la mieux classée sera retenue à titre provisoire en attendant que l'attributaire produise les certificats et attestations prouvant qu'il a satisfait à ses obligations sociales et fiscales.

Le délai imparti par le CHU de Rennes à l'attributaire, pour remettre ces documents sera indiqué dans le courrier envoyé à celui-ci, et ne pourra être supérieur à dix (10) jours.

L'attributaire dont l'offre est retenue en est informé par courrier ou par échange dématérialisé.

Il fournit impérativement les documents suivants :

#### Dans tous les cas :

- Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, prévue à l'article L.243-15 du code de sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de 6 mois (articles D.8222-5-1° du Code du travail et D.243-15 du code de sécurité sociale).

Le CHU de Rennes s'assurera de l'authenticité de cette attestation, auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale ;

- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que les obligations fiscales et sociales ont été satisfaites ;
- Pour les personnes soumises à l'obligation d'assurance de responsabilité décennale prévue à [l'article L.241-1 du Code des assurances](#), l'attestation d'assurance de responsabilité obligatoire prévue à [l'article L.243-2 du Code des assurances](#).

**Dans le cas où** l'immatriculation de l'entreprise au Registre du Commerce et des Sociétés (RCS) ou au Répertoire des Métiers (RM) est obligatoire, ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants (article D.8222-5-2° du Code du travail) :

- Un extrait de l'inscription au RCS (K ou K-bis), délivré par les services du greffe du tribunal de commerce et datant de moins de 3 mois ;
- Une carte d'identification justifiant de l'inscription au RM ;
- Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au RCS ou au RM ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

Ces pièces doivent être fournies au CHU de Rennes tous les six mois durant l'exécution de ce marché public.

**L'attributaire doit également remettre au CHU de Rennes**, avant la notification du marché public et tous les six (6) mois durant l'exécution de ce marché public, la pièce mentionnée aux articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L. 5221-2, 3 et 11 du Code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Ces pièces seront exigées pour tout marché public d'un montant supérieur à 5 000 € HT (art. R.8222-1 du Code du travail) en application de l'obligation dite de vigilance, dans le délai impératif fixé par le CHU de Rennes. À défaut, l'offre du candidat sera rejetée.

## CHAPITRE IX - RECOURS

L'instance chargée des procédures de recours et service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours est :

Tribunal Administratif de Rennes  
3, Contour de la Motte – CS44416  
35044 Rennes Cedex  
Téléphone : 02 23 21 28 28.  
Télécopie : 02 99 63 56 84.  
Courriel : [greffe.ta-rennes@juradm.fr](mailto:greffe.ta-rennes@juradm.fr)

Les voies de recours ouvertes sont les suivantes :

- Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat ;
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA ;
- Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R.421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme ;
- Recours en contestation de la validité du contrat dans un délai de deux (2) mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées, dans les conditions prévues par l'arrêt du Conseil d'État du 4 avril 2014, *Département du Tarn et Garonne*.